

TABLE RONDE

**« LES OPTIONS ENERGETIQUES DU MAROC :
ENJEUX ET DEFIS »**

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES
STRATEGIQUES**

**RABAT
JEUDI, 27 SEPTEMBRE 2012**

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Avenue Azzaitoune, Hay Riad, Rabat 10100

Téléphone : +212 (0) 537.71.83.83 – Fax : +212 (0) 537.56.40.79

Email: contact@ires.ma

Site Web: www.ires.ma



Mesdames et Messieurs

C'est avec un immense plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) dans le cadre de cette table ronde consacrée à la question des options énergétiques du Maroc sous l'angle des enjeux et des défis qu'elles soulèvent pour le pays.

La thématique que nous examinons aujourd'hui s'inscrit dans la continuité des journées d'études et des séminaires organisés par l'IRES pour approfondir la réflexion sur les différentes dimensions de la problématique énergétique au Maroc.

Elle constitue une composante essentielle du programme d'études « Compétitivité globale du Maroc », compte tenu des effets induits par le coût de l'énergie sur la compétitivité des entreprises nationales et plus globalement sur les équilibres macroéconomiques du pays ainsi que les opportunités offertes au Maroc en matière d'ancrage à l'économie verte.

Cette thématique est examinée, également, dans le cadre du programme d'études « changement climatique » dont les conclusions ont mis en relief l'importance de renforcer les capacités d'adaptation du Maroc au changement climatique à travers le recours à des modes de production et de consommation énergétiques axés sur le concept de durabilité et ce, dans le but de favoriser la sécurité énergétique du pays et de préserver ses équilibres environnementaux.

Mesdames et Messieurs

Le paysage énergétique mondial actuel est traversé par deux tendances de fond : un déséquilibre patent entre l'offre et la demande, suscitant des pressions haussières sur les prix et une montée des préoccupations environnementales qui plaident en faveur d'un usage rationnel et efficient des ressources énergétiques, notamment d'origine fossile.



Dans ce contexte, plusieurs pays ont manifesté un intérêt particulier en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Cet intérêt, qui s'inscrit autant dans une optique de sécurisation des besoins futurs en énergie que d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ouvre, à moyen-long termes des perspectives favorables en matière de développement des énergies propres et de reconfiguration concomitante des systèmes productifs selon les vertus de l'économie verte.

Toutefois, force est de constater que les engagements internationaux en faveur des énergies propres et de l'économie verte en général, dans le cadre du sommet sur le développement durable « Rio+20 », peinent à se concrétiser. L'aboutissement à un accord global contraignant pour lutter contre le changement climatique est entravé par le contexte actuel de la crise, qui semble pousser les différents Etats à accorder plus d'importance à la réduction des déséquilibres budgétaires, à la question de l'endettement et dans une moindre mesure à la reprise de la croissance économique et à la lutte contre le chômage.

Mesdames et Messieurs

Au Maroc, la question énergétique est l'un des défis majeurs à relever pour assurer un meilleur développement du pays au cours des années à venir. Aujourd'hui, le Maroc dépend quasi-exclusivement de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique, tandis que la hausse continue des prix pétroliers exerce de fortes tensions sur la balance commerciale et sur les finances publiques du pays.

Des choix alternatifs à l'importation de pétrole s'imposent dès lors avec acuité, non seulement pour des raisons économiques évidentes, mais aussi pour des considérations liées à l'amélioration de la sécurité énergétique du pays et à la préservation de l'environnement, bien que le Maroc est un faible émetteur de gaz à effet de serre.



Ces choix ne sont, toutefois, pas illimités. Si le Maroc dispose de grandes réserves de schistes bitumineux, leur exploitation, devenue économiquement rentable avec les niveaux actuellement élevés des cours du pétrole, poserait d'énormes défis environnementaux, notamment en termes de ponction sur les ressources en eau, de plus en plus rares.

De son côté, l'énergie hydroélectrique présente un potentiel limité par rapport aux besoins grandissants de l'économie marocaine. Seules les énergies renouvelables offrent un potentiel appréciable dont la concrétisation favoriserait le rééquilibrage du mix énergétique national.

Pour relever ces défis, le Maroc a déjà mis en place une nouvelle stratégie énergétique à l'horizon 2020. Celle-ci vise à assurer la sécurité d'approvisionnement, à œuvrer en faveur de la préservation de l'environnement en intégrant la problématique énergétique dans un contexte de développement durable et à accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national. Elle porte également l'ambition de faire du Maroc un acteur clé en matière d'exportation de l'énergie vers l'Europe.

Toutefois, la concrétisation des ambitions de cette stratégie reste tributaire du relèvement de quatre défis majeurs :

- l'intégration industrielle à travers l'implication du tissu industriel marocain dans la réalisation des équipements nécessaires aux parcs solaires/éoliens ;
- la maîtrise de la dimension technologique à travers le renforcement des capacités nationales en matière de recherche scientifique et d'innovation;
- le développement des réseaux intelligents « *Smart Grids* », pour assurer l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux électriques et permettre ainsi la maîtrise de la demande d'énergie ;
- la mobilisation des ressources financières nécessaires tant internes qu'externes pour assurer la mise en œuvre appropriée des objectifs de la stratégie énergétique nationale.



Mesdames et Messieurs

Dans le but d'approfondir la réflexion sur les options du Maroc dans le domaine de l'énergie, des réponses méritent d'être apportées aux questions ci-après :

- Quelles conditions préalables faut-il réunir pour le succès de la stratégie énergétique nationale ?
- Cette stratégie permettra-t-elle au Maroc de disposer d'une énergie abondante et relativement bon marché, de manière à assurer son développement économique et social durable et sa sécurité énergétique ?
- Quel serait l'impact attendu de la mise en œuvre de la stratégie énergétique nationale sur les fondamentaux macroéconomiques du pays ? Quid des incidences en matière de développement humain ?

La présence aujourd'hui d'un panel d'experts des questions énergétiques relevant des départements ministériels, des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile et d'universitaires constitue une opportunité pour débattre les questions précitées et réfléchir aux perspectives énergétiques du Maroc.

Avant de céder la parole au modérateur de cette table ronde, je tiens à exprimer mes vifs remerciements aux intervenants et à l'ensemble des participants pour avoir répondu favorablement à notre invitation.

